Revue Internationale DAMBE

ISSN :1987-1996

Numéro Spécial-Mars 2026

Valorisation des Savoirs Endogènes et Promotion de la Recherche Scientifique

Revue semestrielle multidimensionnelle du CERFDES
Bamako - Mali
https://revuedambe.cerfdesconsulting.com/

CC BY

Revue Internationale DAMBE

Valorisation des savoirs endogènes et promotion de la recherche scientifique.

ISSN :1987-1996

PRESENTATION

Tirant son nom du mot bambara « **Dambé** », qui signifie la dignité, la revue Internationale « **Dambé** » vise à promouvoir la recherche scientifique en mettant en valeur les savoirs endogènes en Afrique et ailleurs. C'est une revue semestrielle adossée au Centre d'études, de Recherche et de Formation sur les Dynamiques Économiques, Environnementales et Sociales (CERFDES). À l'exception des numéros spéciaux dont la publication est conjoncturelle, la revue publie deux numéros par an (Juin et Décembre).

Ayant un intérêt particulier pour les sciences sociales, elle reçoit des contributions de doctrine livrant des réflexions sur toutes les questions ou problématiques actuelles dans des domaines tels que, la géographie, l'économie, le droit, la santé et tout autre sujet concernant les sciences sociales, humaines et environnementales.

Les articles soumis à la revue Dambé sont évalués de façon rigoureuse par un comité scientifique et de lecture composés de chercheurs et d'enseignants-chercheurs de diverses nationalités et de spécialités variées. Tous les articles publiés restent accessibles librement par les auteurs ainsi que par les lecteurs sur le site de la revue.

COMITE EDITORIAL

Président du Comité Scientifique

Pr Balla DIARRA, Professeur titulaire en Géographie, École Nationale d'Administration

Coordinateur Scientifique

Dr Issa DIALLO, Maître de conférences en sociologie de la santé, INFTS

Rédacteur en Chef

Dr Idrissa DEMBELE, Maître assistant en droit, USJPB

Rédacteur en Chef Adjoint

Dr Adama Koné, Géographe, CERFDES

Coordonnateur des Rubriques Sciences de la Santé

Dr Abdoul Salam DIARRA, Maître assistant en Santé Publique, CNRST, Bamako, Mali

Directeur de publication

Dr Malick TIMBINE, Maître assistant en Géographie, environnement et santé, ISH

COMITE SCIENTIFIQUE

Pr Balla DIARRA, Géographie, Ecole Nationale d'Administration, Mali

Pr Flatie OUATTARA, philosophie, Université Joseph K. Zerbo, Burkina Faso

Pr Seydou MARIKO, Géographie, Ensup de Bamako, Mali

Pr Cheich Hamala TOURE, Professeur titulaire, Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako (USJPB), Mali

Pr Brema Ely DICKO, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Pr Aboubacar Sidiki COULIBALY, littérature anglaise, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Pr Belco OUOLOGUEM, Philosophie, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Bazoumana DIARRASSOUBA, Géographie, Maître de conférences, CAMES, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire

Dr Nouhoum TANDINA, Maitre de Conférences CAMES, USJPB

Dr Amadou TRAORE, Maître de conférences CAMES en sociologie, Université de Ségou.

Dr Fodié TANDJIGORA, Sociologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Ibrahima TRAORE, Sciences de l'Education, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Boureima TOURE, Anthropologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Seydou LOUA, Sciences de l'Education, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Abdoulaye GUINDO, Anthropologie médicale, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Kawélé TOGOLA, Anthropologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Almamy SYLLA, Anthropologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Arouna DEMBELE, Géographie, Maître de conférences, USSGB Mali

Dr Amadou BAMBA, Maître de conférences en Économie, USSGB, Mali

Dr Baba COULIBALY, Géographie Maître de Recherche à l'ISH. Mali

Dr Aimé Assué YAO, Géographie, Maître de conférences CAMES, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte D'ivoire.

Dr Tuo PEGA, Géographie de la santé, Maître de conférences CAMES, Université Félix Houphouët Boigny.

Dr Papa Fara DIALLO, Maitre de conférences en sciences politiques, Université Gaston Berger de saint Louis, Sénégal

Dr Boubacar dit Dédé TRAORE, Archéologie, Maître de conférences à l'ISH.

Dr N'Gna TRAORE, anthropologie, Maître de conférences à l'ISH.

Dr Issa DIALLO, Maitre de conférences en sociologie de la santé, INFTS.

Dr Souleymane KEITA, Maître de conférences, philosophe, USLHB.

Dr Moctar SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de conférences, sciences de l'éducation, USLHB.

Dr Mory DIALLO, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Allaye NIANGALY, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Abdoul SOGODOGO, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Oumar Toumaly DIALLO, Maitre de conférences, USJPB

Dr Samba SOGOBA, Maître de Conférences, USJPB

Dr Yamadou CAMARA, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Ahmed SAMAKE, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Mariam SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Fousseyni DOUMBIA, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Sounko SISSOKO, Maitre de Conférences, Université de Ségou

Dr Lamine SANDY, Sociologie, Maitre de recherche, INFTS, Mali

COMITE DE LECTURE

Dr Bazoumana DIARRASSOUBA, Géographie, Maître de conférences, CAMES, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire

Dr Arouna DEMBELE, Géographie, Maître de conférences, USSGB Mali

Dr Issa DIALLO, Maître de conférences des Universités du CAMES en sociologie de la santé, INFTS

Dr Souleymane KEITA, Maître de conférences, philosophe, USLHB.

Dr Moctar SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de conférences, sciences de l'éducation, USLHB

Dr Tuo PEGA, Géographie de la santé, Maître de conférences CAMES, Université Félix Houphouët Boigny.

Dr Ibrahima TRAORE, Sciences de l'Éducation, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Mory DIALLO, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Mariam SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Yacouba TENGUERI, Maître-assistant CAMES Sociologie, Université de Dédougou, Burkina Faso.

Dr Amadou BAMBA, Maitre-assistant CAMES, Maître de conférences en Économie, USSGB, Mali

Dr Yéo LANZENI, Maître-assistant CAMES en Géographie, Université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan.

Dr Mesmer Luther GUEUYOU, Centre d'études de droit international de l'université Paris Ouest, Enseignant chercheur à l'université de Nantes.

Dr Solim ALEKA, Docteur en Droit public, Ministère de la Santé du TOGO.

Dr Hamidou NAPARE, Sciences de l'éducation, Chargé de Recherches à l'INFSS.

Dr Bakaye TOGOLA, Anglais, études africaines et postcoloniales, UCAD

Dr Issa TOGOLA, Maître assistant en Géographie, Institut de sciences humaines, Bamako.

Dr Soufiana Souleymane MAIGA, didactique des langues université de touba Arabe.

Dr Drissa TRAORE, Maître assistant CAMES, Université de Daloa, RCI.

Dr Tiecoura Hamed COULIBALY, Université Péléforo Gon Coulibaly de Korhogo.

Dr Siaka DOUMBIA, Maître assistant en Géographie, Université de Ségou.

Dr Francis Birama Daba SARR, philosophe, Université cheikh Anta Diop de Dakar.

Dr Falingué KEITA, Économie, USSGB.

Dr Harouna BAGAYOKO, Géographie, USSGB.

Dr Adama KONÉ, Géographie, Université de gestion et de développement durable de Bamako.

Dr Amadou SOW, Droit, Centre d'Etudes, de Recherche et de Prospective en Afrique – CERPA (Mali).

Dr Ibrahima BAMBA, Droit, Institut de pédagogie universitaire de Bamako (IPU)

Dr Lassine DIARRA, Maître-Assistant USJPB.

Dr Adama KONE, Géologie, Maître-Assistant à la FST

Dr Issa OUATTARA, Maître assistant en Géographie, INFTS de Bamako.

Dr Oumar DEMBELE, Géographie, point SUD.

Dr Oumar KONÉ, philosophie, USLHB.

Dr Abdou Bougoury TRAORE, Économie de l'environnement, USSGB.

Dr Lassina TOGOLA, logisticien, USSGB.

Dr Ousmane DOUMBIA, Marketing communication, USSGB.

Dr Toumani KANTE, sciences agronomiques, IER.

Dr Youssouf GUINDO, Géographie de l'environnement, ENSUP.

Dr YAO Koffi Bertrand, Maître assistant CAMES en Géographie, Université Félix Houphouet Boigny d'Abidjan.

Dr Abdoulaye MAIGA, Économie politique, USSGB.

Dr Abdoul wahab Issiaka MAIGA, Administration Éducative et planification. Université privée Attaoune (UPA), BAMAKO

Dr Ousmane Famagan KONATE, Droit public.

Dr Malick TIMBINE, Géographie, environnement et Santé, Maître-Assistant à l'ISH.

Dr Moussa FOFANA, anthropologie de la santé, Maître-Assistant à L'ISH.

Dr Lala Aïché TRAORE, Lettre Moderne, Maître- Assistant à l'ISH.

Dr Yaya SIDIBE, Économie, Maître Assistant à l'USSGB.

Dr Mamoutou BERTHE, Philosophie à l'ENSup.

Dr Abdoulaye N'Tigui KONARE, économiste, Maître- Assistant à l'USSGB.

Dr Boubacar KONATE, Maître-Assistant à l'INFTS.

Dr Ousmane SY, Maître de recherche, Epidémiologiste, Direction Générale de la Santé et de l'Hygiène Publique, Bamako, Mali.

Dr Abdoul Salam Diarra, Maître assistant en Santé Publique, CNRST, Bamako, Mali.

Dr Idrissa DEMBELE, droit, Maitre-Assistant, USJPB

Dr Bengaly GUINDO, Science politique, Maitre-Assistant USJPB

Dr Sory Ibrahim Maiga, Science politique, Maitre-Assistant USJPB

Dr Mohamed BERTHE, droit Maitre-Assistant, École supérieur de journalisme et des sciences de la communication, Bamako

Dr Seydou MALLET, droit, USJPB

Dr Oumar CAMARA, droit, Maitre-Assistant en droit USJPB

Dr Bakary KONE, Maitre-Assistant à l'Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako.

Dr Lamine Boua COULIBALY, Géographie, Maitre-Assistant à l'Université de Ségou.

Dr Soumaila COULIBALY, Psychologie, Enseignant chercheur à l'université des sciences sociales et de gestion de Bamako.

Dr Seydou Soungalo COULIBALY, Sciences de l'éducation, à l'IPU de Bamako.

Dr Ibrahim Amara DIALLO, Philosophie politique et morale, ULSHB.

Dr Ibrahim KONE, relations internationales, FSAP, Bamako

Dr Moïse Jean, Docteur en droit public à l'Université de Nanterre, Chercheur postdoctoral à l'Université de Genève.

SOMMAIRE

Tantely Oliva RAKOTONINDRINA, Faly Tinasoa ANDRIANANDRASANIRINA, Tantely Ny Andry Nomena Anjarasoa RAKOTONINDRINA et Tantely Aro Tafika Notahina Anjarasoa RAKOTONINDRINA

- LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LA RÉGION DIANA, MADAGASCAR 1
- COMBATING CORRUPTION AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT IN THE DIANA REGION, MADAGASCAR 1

Abdoul Kader SIDIBE, Bouréma KONE, Adama.BOUARÉ, Joas SOGOBA, Souleymane Aboubacrine MAÏGA

- DETERMINANTS DU CHOIX DE MARCHE DES PRODUCTEURS-COMMERÇANTS DE RIZ DANS LA ZONE OFFICE DU NIGER AU MALI..... 20
- DETERMINANTS OF MARKET CHOICE OF RICE PRODUCERS AND TRADERS IN THE OFFICE DU NIGER ZONE IN MALI 20

Adama KONE, Issa DIALLO, Sory Ibrahima BAH, Sounkalo DEMBELE

- USAGES DU FLEUVE NIGER ET RISQUES SANITAIRES A BAMAKO 40
- USES OF THE NIGER RIVER AND HEALTH RISKS IN BAMAKO 40

Bakary DAGNO, Mahamadou CISSE, Tenemaka SANOGO

- GESTION DES EAUX USEES DANS LES RUES DE LA COMMUNE II DU DISTRICT DE BAMAKO..... 52
- WASTEWATER MANAGEMENT IN THE STREETS OF COMMUNE II IN THE BAMAKO DISTRICT" 52

NKUFI KIB-BAYIB Omer

- KINSHASA EN CRISE : INSECURITE URBAINE, PRECARITE SOCIO-ECONOMIQUE ET RECOMPOSITION DU LIEN SOCIAL 62
- KINSHASA IN CRISIS: URBAN INSECURITY, SOCIOECONOMIC VULNERABILITY, AND THE RECONFIGURATION OF SOCIAL COHESION 62

Ibréhima YEBEIZE

- LES MARQUES DE L'IDENTITE DOGON DANS L'EMPREINTE DU RENARD DE MOUSSA KONATE 77
- THE MARKS OF DOGON IDENTITY IN MOUSSA KONATÉ'S THE FOX'S FOOTPRINT..... 77

Drissa KANAMBAYE et Kali KEÏTA

- LA CRISE DU CARBURANT AU MALI: ENTRE STRATEGIE DE DESTABILISATION ET MEDIA-MENSONGES..... 88
- THE FUEL CRISIS IN MALI: BETWEEN A STRATEGY OF DESTABILIZATION AND MEDIA MISINFORMATION 88

KINSHASA EN CRISE : INSECURITE URBAINE, PRECARITE SOCIO-ECONOMIQUE ET RECOMPOSITION DU LIEN SOCIAL

KINSHASA IN CRISIS: URBAN INSECURITY, SOCIOECONOMIC VULNERABILITY, AND THE RECONFIGURATION OF SOCIAL COHESION

Me NKUFI KIB-BAYIB Omer
Maître en Statistiques de Gestion
Institut Supérieur de Techniques Appliquées (ISTA / NDOLO)
R.D.C
Adresse mail : omernkufi@gmail.com

Résumé

Cette étude examine les déterminants structurels de l'insécurité urbaine à Kinshasa, en lien avec l'urbanisation informelle, la précarité socio-économique et la fragilisation du lien social. Face à une croissance démographique rapide et à l'expansion de quartiers informels, de nombreux habitants perçoivent une augmentation des actes de délinquance, affectant leur mobilité, leur confiance mutuelle et leur participation sociale. Pour comprendre ces dynamiques, une enquête de terrain a été menée auprès de résidents de plusieurs communes et quartiers de Kinshasa au moyen d'un questionnaire structuré.

L'analyse combine des statistiques descriptives avec une interprétation qualitative des perceptions des répondants. Les résultats indiquent que le chômage des jeunes, la pauvreté urbaine et l'insuffisance des dispositifs sécuritaires sont considérés comme les principaux facteurs expliquant l'insécurité. Par ailleurs, une proportion importante de répondants rapporte que l'insécurité restreint les déplacements, réduit la solidarité communautaire et accroît la méfiance entre voisins.

La discussion met en relation ces résultats avec les travaux récents soulignant que l'insécurité urbaine en contexte africain est multidimensionnelle, résultant non seulement de facteurs criminogènes, mais aussi de vulnérabilités socio-économiques et urbaines. L'étude conclut qu'une approche intégrée associant renforcement de la sécurité publique, insertion socio-économique des jeunes, planification urbaine et participation communautaire est nécessaire pour améliorer durablement la sécurité à Kinshasa.

Mots-clés : Kinshasa, Crise urbaine, Urbanisation informelle, Insécurité urbaine, Cohésion sociale.

Abstract

This study examines the structural determinants of urban insecurity in Kinshasa, in relation to informal urbanization, socio-economic precarity, and the weakening of social cohesion. In the context of rapid population growth and the expansion of informal settlements, many residents perceive an increase in criminal activities, affecting mobility, mutual trust, and social participation. To better understand these dynamics, a field survey was conducted among residents of several municipalities of Kinshasa using a structured questionnaire.

The analysis combines descriptive statistics with a qualitative interpretation of respondents' perceptions. The findings indicate that youth unemployment, urban poverty, and inadequate security arrangements are perceived as the main factors explaining insecurity. A significant proportion of respondents also report that insecurity restricts mobility, reduces community solidarity, and increases mistrust among neighbors.

The discussion relates these results to recent studies emphasizing that urban insecurity in African contexts is multidimensional, stemming not only from criminogenic factors but also from socio-economic and urban vulnerabilities. The study concludes that an integrated approach — combining strengthened public security, youth socio-economic inclusion, urban

planning, and community participation — is necessary to sustainably improve security conditions in Kinshasa.

Keywords: Kinshasa, Urban crisis, Informal urbanization, urban insecurity, Social cohesion.

Introduction

Kinshasa, l'une des plus grandes métropoles africaines, connaît depuis plusieurs décennies une croissance démographique et spatiale rapide, largement portée par une urbanisation informelle insuffisamment accompagnée par les infrastructures et les politiques publiques urbaines. Cette expansion favorise l'émergence de vastes zones d'habitat précaire, une pression accrue sur les services essentiels et une montée des vulnérabilités socio-économiques. Les analyses récentes sur les villes africaines soulignent que la combinaison de la pauvreté urbaine, du chômage des jeunes et de l'informalité économique constitue un terreau favorable à la montée des tensions sociales et de l'insécurité urbaine (UN-Habitat, 2022 ; Banque mondiale, 2023).

Les données empiriques collectées dans le cadre de la présente étude confirment cette situation. L'enquête de terrain menée auprès de **200 habitants de la ville de Kinshasa entre janvier et mars 2026**, dans le cadre de la présente recherche, montre que **61,5 % des répondants estiment que leur quartier ne dispose pas d'un aménagement urbain structuré**, révélant une urbanisation largement non planifiée (Source : Enquête de terrain, Kinshasa, 2026). Ce résultat s'inscrit dans une tendance plus large observée dans les métropoles africaines, où l'expansion urbaine rapide dépasse souvent la capacité des autorités à planifier et à fournir des infrastructures adéquates (UN-Habitat, 2022 ; Banque mondiale, 2023).

Par ailleurs, **46,5 % des enquêtés déclarent être peu ou très insatisfaits de leurs conditions de vie** (Source : Enquête de terrain, Kinshasa, 2026), ce qui illustre la persistance d'un cadre de vie fragile dans de nombreux quartiers périphériques et semi-urbanisés. Cette situation reflète les conclusions de plusieurs études montrant que l'urbanisation informelle à Kinshasa est associée à un accès limité aux services essentiels tels que l'eau potable, l'assainissement, l'électricité et les infrastructures routières (Trefon, 2023 ; Pieterse & Simone, 2023). Selon la Banque mondiale (2023), plus de la moitié des habitants des grandes villes d'Afrique subsaharienne vivent dans des zones urbaines sous-équipées, ce qui accentue leur vulnérabilité sociale et économique.

Dans ce contexte, l'insécurité urbaine constitue une préoccupation majeure des populations. Les résultats de l'enquête indiquent que **44 % des répondants déclarent avoir été victimes ou témoins d'un acte d'insécurité au cours des douze derniers mois**, tandis que **42 % évaluent le niveau de sécurité de leur quartier comme faible ou très faible** (Source : Enquête de terrain, Kinshasa, 2026). Ces résultats confirment les analyses récentes selon lesquelles l'insécurité dans les villes africaines est étroitement liée aux conditions socio-économiques, à la faiblesse des infrastructures urbaines et à la présence institutionnelle limitée dans certains quartiers (UN-Habitat, 2022 ; De Boeck & Baloji, 2022). Dans le cas spécifique de Kinshasa, Trefon (2023) souligne que la combinaison de la pauvreté urbaine, du chômage des jeunes et de l'expansion informelle favorise l'émergence de formes d'insécurité qui influencent directement les pratiques sociales et la perception de la sécurité

Ces résultats rejoignent les analyses récentes montrant que, dans les grandes métropoles africaines, l'insécurité ne se limite pas aux actes criminels mais engendre également un sentiment d'insécurité durable, influençant l'usage des espaces publics et les relations sociales quotidiennes (De Boeck & Baloji, 2022 ; Trefon, 2023).

Cette insécurité persistante s'accompagne d'une transformation des mécanismes de solidarité communautaire. Bien que **52,5 % des répondants considèrent que la solidarité dans leur quartier demeure moyenne**, une proportion importante (**34 %**) estime qu'elle est **faible ou**

inexistante, ce qui traduit une fragilisation progressive du lien social. Toutefois, l'enquête révèle également un potentiel d'engagement communautaire : **45,5 % des habitants se déclarent prêts à participer à des initiatives locales de sécurité**, et **32 % pourraient y participer sous certaines conditions**, montrant que des dynamiques collectives demeurent possibles malgré les difficultés socio-économiques. Ces résultats confirment les analyses récentes sur les villes africaines qui soulignent que l'insécurité et la précarité urbaine tendent à affaiblir les formes traditionnelles de solidarité tout en favorisant l'émergence de nouvelles formes d'organisation communautaire visant à compenser les insuffisances des dispositifs institutionnels de sécurité (UN-Habitat, 2022 ; Simone, 2022). **Les données présentées proviennent de l'enquête de terrain réalisée dans le cadre de l'étude "Kinshasa en crise : insécurité urbaine et cohésion sociale" menée auprès de 200 habitants de la ville de Kinshasa en 2026**. Ces résultats confirment les analyses récentes sur les villes africaines qui soulignent que l'insécurité et la précarité urbaine tendent à affaiblir les formes traditionnelles de solidarité tout en favorisant l'émergence de nouvelles formes d'organisation communautaire visant à compenser les insuffisances des dispositifs institutionnels de sécurité (UN-Habitat, 2022 ; Simone, 2022). **Les données présentées proviennent de l'enquête de terrain réalisée dans le cadre de l'étude "Kinshasa en crise : insécurité urbaine et cohésion sociale" menée auprès de 200 habitants de la ville de Kinshasa en 2026.**

Malgré l'abondance des analyses sur l'urbanisation de Kinshasa, peu d'études examinent simultanément **l'interaction entre insécurité urbaine, précarité socio-économique et recomposition du lien social** à partir de données empiriques récentes recueillies auprès des habitants. Comprendre ces interactions apparaît pourtant essentiel pour orienter les politiques urbaines, sociales et sécuritaires vers des solutions durables.

Le présent article vise ainsi à analyser, à partir d'une enquête de terrain menée à Kinshasa, **Comment l'insécurité urbaine et la précarité socio-économique influencent les pratiques sociales, les perceptions de sécurité et les mécanismes de solidarité**, contribuant à une recomposition du lien social en milieu urbain. Plus spécifiquement, l'étude cherche à :

- Identifier les formes d'insécurité vécues et perçues par les habitants ;
- Evaluer l'impact des conditions socio-économiques sur la vulnérabilité urbaine ;
- Analyser les transformations des mécanismes de solidarité et de cohésion sociale dans les quartiers.

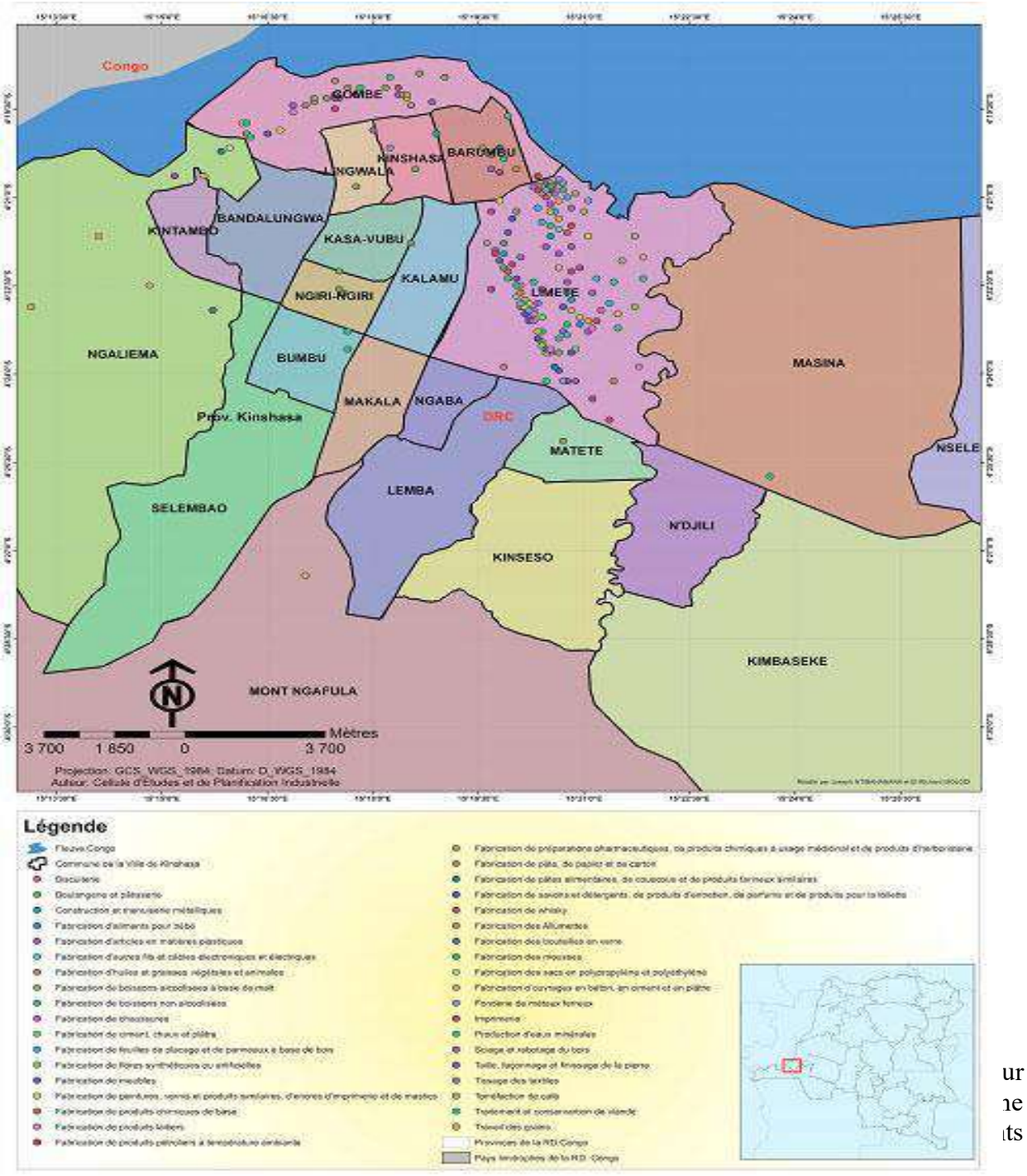
1. Méthodologie

1.1. Zone d'étude

L'étude a été menée dans la ville de Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo, qui constitue l'une des plus grandes agglomérations urbaines d'Afrique subsaharienne. La ville connaît une croissance démographique rapide accompagnée d'une expansion spatiale souvent informelle, marquée par des disparités importantes entre communes centrales et périphériques en matière d'accès aux services urbains, d'emploi et de sécurité.

Le choix de Kinshasa comme zone d'étude se justifie par la convergence de plusieurs facteurs : urbanisation non planifiée, précarité socio-économique persistante, difficultés d'accès aux infrastructures urbaines et préoccupations croissantes liées à l'insécurité urbaine. Ces caractéristiques en font un terrain pertinent pour analyser les interactions entre conditions socio-économiques, sécurité urbaine et cohésion sociale. La figure 1 présente la zone d'étude.

Figure 1. Carte de la zone d'étude



L'étude repose sur une démarche transversale (cross-sectional), les données ayant été collectées sur une période unique d'enquête, permettant ainsi de dresser un état des lieux récent des dynamiques sociales et sécuritaires urbaines.

1.3. Population cible et échantillonnage

La population cible comprend les habitants adultes résidant dans différents quartiers de la ville de Kinshasa. L'enquête a porté sur un échantillon de **200 répondants**, sélectionnés dans plusieurs communes afin de refléter la diversité socio-spatiale de la ville.

Compte tenu des contraintes logistiques et de terrain, l'échantillonnage a reposé sur une **méthode non probabiliste de convenance**, combinée à une diversification géographique des

zones d'enquête pour limiter la concentration des réponses dans un seul quartier. Les enquêteurs ont veillé à inclure des répondants de profils variés en termes d'âge, de sexe et de situation socioprofessionnelle.

1.4. Instrument de collecte des données

La collecte des données a été réalisée à l'aide d'un **questionnaire structuré**, élaboré spécifiquement pour l'étude. Le questionnaire comprend plusieurs rubriques principales :

- caractéristiques sociodémographiques des répondants ;
- perception de l'urbanisation et conditions de vie ;
- accès aux services publics et infrastructures ;
- expérience et perception de l'insécurité ;
- appréciation de l'action des autorités en matière de sécurité ;
- solidarité communautaire et participation citoyenne ;
- propositions de solutions et observations libres.

La majorité des questions sont fermées ou à choix multiples, facilitant le traitement statistique, tandis que certaines questions ouvertes permettent de recueillir des avis qualitatifs sur les solutions envisagées.

1.5. Procédure de collecte

La collecte des données a été réalisée par administration directe du questionnaire auprès des habitants, avec assistance des enquêteurs lorsque cela était nécessaire pour faciliter la compréhension des questions. Les répondants ont été informés des objectifs de l'étude et ont participé volontairement à l'enquête.

Les réponses ont ensuite été encodées et centralisées sous format numérique (tableur), permettant un traitement statistique ultérieur.

1.6. Méthodes d'analyse des données

Les données collectées ont fait l'objet d'une **analyse statistique descriptive**, portant notamment sur les fréquences et proportions des réponses obtenues pour chaque variable étudiée. Les résultats sont présentés sous forme de tableaux et graphiques afin de faciliter l'interprétation des tendances observées.

Une analyse comparative a également été réalisée entre certaines variables, notamment entre perception de l'insécurité, conditions de vie et solidarité communautaire, afin d'identifier les dynamiques sociales associées à l'insécurité urbaine.

Les réponses qualitatives issues des questions ouvertes ont fait l'objet d'une analyse thématique simplifiée afin d'identifier les propositions récurrentes formulées par les habitants.

1.7. Considérations éthiques

La participation à l'enquête était volontaire et anonyme. Aucune donnée nominative n'a été collectée, et les informations recueillies ont été utilisées uniquement à des fins scientifiques. Les répondants ont été informés que leurs réponses seraient traitées de manière confidentielle dans le cadre d'une étude académique.

2. Résultats

2.1. Profil sociodémographique des répondants

L'enquête a porté sur **200 habitants de la ville de Kinshasa**, permettant de couvrir divers profils sociaux et professionnels représentatifs de la diversité urbaine.

Tableau 1 : Profil sociodémographiques des répondants (N = 200)

Variable	Modalités	Effectif	Pourcentage (%)
Sexe	Homme	112	56 %
	Femme	88	44 %
Âge	18–24 ans	30	15 %
	25–45 ans	110	55 %
	46 ans et plus	60	30 %
Niveau d'instruction	Primaire	28	14 %
	Secondaire	102	51 %
	Supérieur	70	35 %
Situation socioprofessionnelle	Secteur informel	98	49 %
	Secteur formel	62	31 %
	Sans emploi	40	20 %

(Source : Enquête de terrain, Kinshasa, 2026)

Les résultats montrent une **légère prédominance masculine**, les hommes représentant environ **56 % des répondants**, contre **44 % de femmes**. Cette distribution reflète souvent une plus grande disponibilité ou visibilité des hommes dans les enquêtes de terrain urbaines, phénomène également observé dans plusieurs études africaines sur la gouvernance urbaine et la sécurité (UN-Habitat, 2022).

La majorité des enquêtés appartient à la **population active**, avec une forte représentation des adultes âgés de **25 à 45 ans**, tranche d'âge correspondant à la population économiquement productive. Cette configuration confirme que l'étude capte principalement les perceptions des groupes directement confrontés aux difficultés économiques et sécuritaires urbaines.

Sur le plan de l'éducation, une part importante des répondants possède un **niveau secondaire ou supérieur**, indiquant que les perceptions recueillies proviennent majoritairement de personnes capables d'évaluer de manière critique les conditions de vie et la gouvernance urbaine.

En ce qui concerne la situation socioprofessionnelle, une proportion significative des répondants évolue dans le secteur informel, confirmant la dépendance d'une large part de la population kinoise aux activités économiques précaires. Ce constat rejoint les analyses récentes montrant que l'informalité domine les économies urbaines africaines et expose davantage les ménages aux chocs sociaux et sécuritaires (Banque mondiale, 2023 ; Pieterse & Simone, 2023).

Ce profil révèle que les résultats de l'enquête reflètent principalement la perception des **citadins actifs confrontés quotidiennement aux réalités économiques et sécuritaires**, ce qui renforce la pertinence des données pour analyser la relation entre précarité urbaine et insécurité.

Plusieurs auteurs soulignent que, dans les métropoles africaines, la précarité de l'emploi et la pression économique sur les jeunes adultes constituent des facteurs indirects favorisant la montée de la délinquance urbaine et la fragilisation du lien social (UN-Habitat, 2022 ; Trefon, 2023). Ainsi, le profil des répondants confirme que l'étude s'inscrit au cœur des dynamiques sociales concernées par la problématique sécuritaire urbaine.

2.2. Urbanisation et conditions de vie

Les résultats de l'enquête mettent en évidence une perception largement critique de l'organisation urbaine et des conditions de vie dans plusieurs quartiers de Kinshasa.

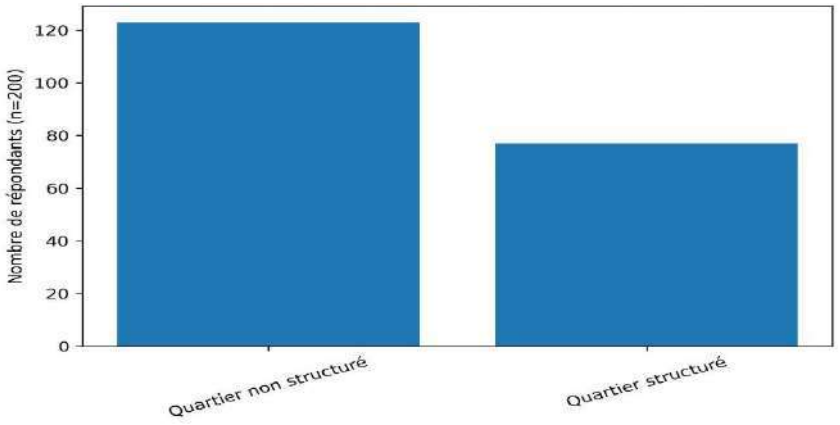
Tableau 2 : Perception de l'aménagement urbain et conditions de vie

Variable	Modalités	Effectif	Pourcentage (%)
Aménagement urbain structuré	Oui	77	38,5 %
	Non	123	61,5 %
Satisfaction des conditions de vie	Satisfaisantes	42	21 %
	Moyennes	65	32,5 %
	Insatisfaisantes / Très insatisfaisantes	93	46,5 %

(Source : Enquête de terrain, Kinshasa, 2026)

Une majorité significative (61,5 %) considère que leur quartier ne bénéficie pas d'un aménagement urbain structuré. Concernant les conditions de vie, près de la moitié des répondants (46,5 %) se déclarent insatisfaits. Ces résultats confirment que l'urbanisation rapide de Kinshasa s'est accompagnée d'un déficit en infrastructures et services publics, renforçant la vulnérabilité sociale. La figure 2 concerne l'aménagement urbain des quartiers.

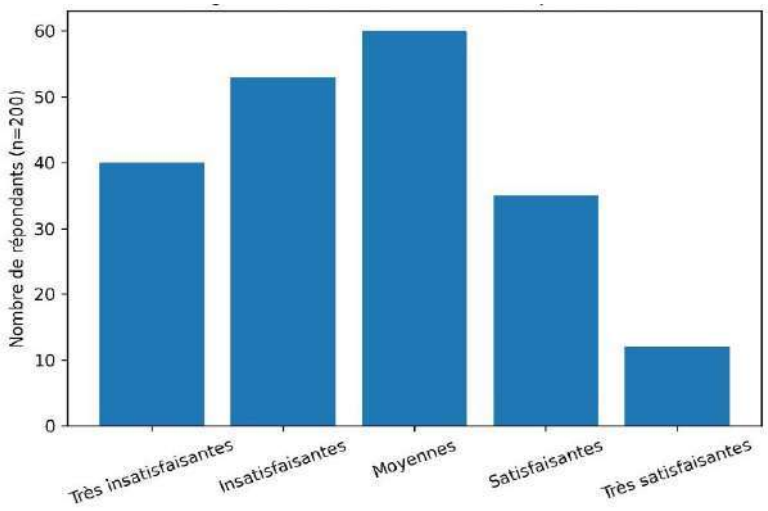
Figure 2. Aménagement urbain du quartier



La figure 3 ci-dessous permet de décrire les conditions de vie des repondants.

2.2.1 Condition de vie des repondants

Figure 3. Conditions de vie des répondants



Source : Enquête de terrain, Kinshasa, 2026)

Les données montrent que **61,5 % des répondants estiment que leur quartier ne bénéficie pas d'un aménagement urbain structuré**, contre seulement 38,5 % qui jugent leur environnement relativement organisé. Cette situation reflète une urbanisation marquée par l'occupation spontanée des espaces, la faiblesse de la planification urbaine et l'insuffisance des infrastructures publiques.

Par ailleurs, lorsqu'il est demandé aux habitants d'évaluer leurs conditions de vie, **près de la moitié des enquêtés (46,5 %) déclarent être insatisfaits ou très insatisfaits**, tandis qu'environ un tiers les juge moyennes. Une minorité seulement estime disposer de conditions de vie satisfaisantes.

Ces résultats confirment que l'urbanisation rapide de Kinshasa s'est opérée sans accompagnement suffisant en infrastructures, conduisant à une expansion de quartiers sous-équipés où les populations font face à des difficultés d'accès à l'eau, à l'assainissement, à l'électricité et à des voies de circulation adéquates.

Plusieurs travaux récents soulignent que **les villes africaines connaissent une croissance spatiale plus rapide que la capacité des États à fournir des services urbains**, ce qui entraîne la formation de zones urbaines vulnérables socialement et économiquement (UN-Habitat, 2022). Pieterse et Simone (2023) montrent également que l'urbanisation informelle favorise l'émergence de territoires où l'État est peu présent, laissant place à des mécanismes locaux de survie et parfois à des formes d'économie parallèle.

Dans ces environnements, la dégradation des conditions de vie contribue indirectement à la montée de l'insécurité. Les études urbaines indiquent que **les quartiers mal planifiés et sous-équipés deviennent souvent des espaces propices à la criminalité de proximité**, en raison de la faible présence institutionnelle et du manque d'éclairage, de voies accessibles et de contrôle social formel (Trefon, 2023).

Les résultats de l'enquête suggèrent donc que la crise sécuritaire observée à Kinshasa ne peut être dissociée des problèmes structurels liés à l'urbanisation et à la précarité socio-économique.

2.3. Expérience et perception de l'insécurité urbaine

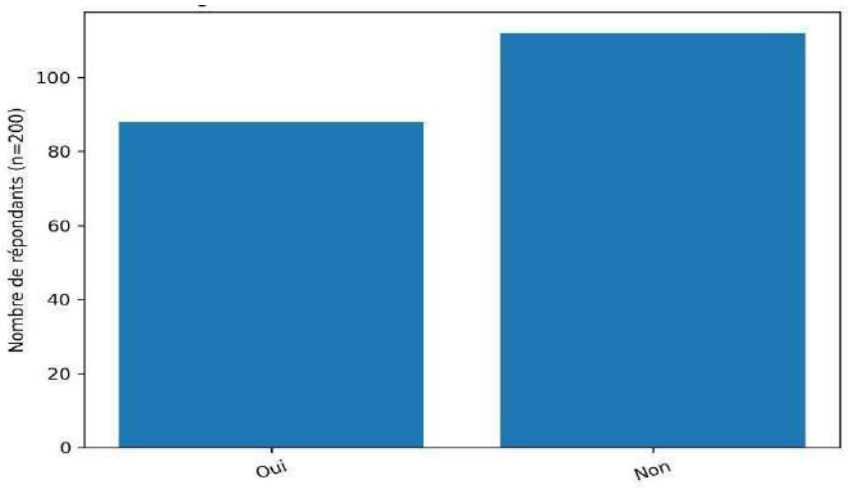
Tableau 3. Expérience et perception de l'insécurité

Variable	Modalités	Effectif	Pourcentage (%)
Victime ou témoin d'un acte d'insécurité (12 derniers mois)	Oui	88	44 %
	Non	112	56 %
Niveau de sécurité du quartier	Élevé	32	16 %
	Moyen	84	42 %
	Faible / Très faible	84	42 %

(Source : Enquête de terrain, Kinshasa, 2026)

Près de 44 % des habitants déclarent avoir été victimes ou témoins d'un acte d'insécurité. Par ailleurs, 42 % évaluent la sécurité de leur quartier comme faible ou très faible. Ces résultats montrent une corrélation entre expérience directe de l'insécurité et perception globale d'un environnement peu sécurisé. L'insécurité apparaît ainsi comme un phénomène à la fois vécu et ressenti, influençant les pratiques sociales quotidiennes. **La figure 4 ci-dessous met l'accent sur les victimes ou témoins d'actes d'insécurité.**

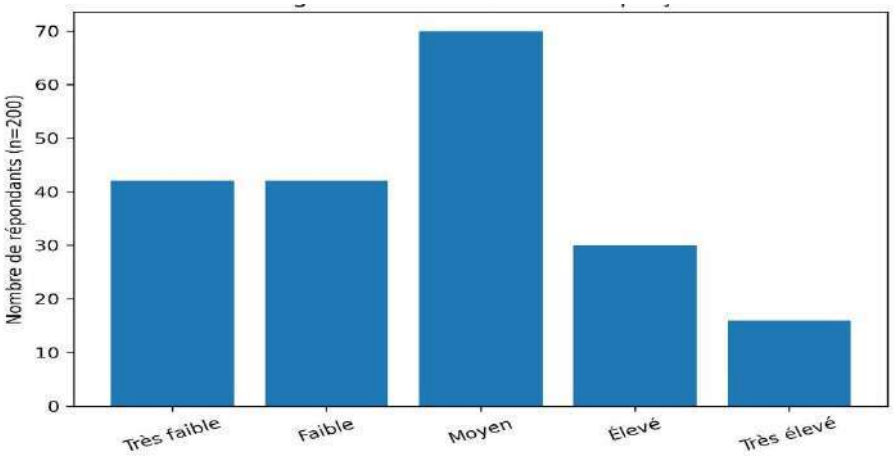
Figure 4. Victimes ou témoins d'actes d'insécurité



Source : Enquête de terrain, Kinshasa, 2026)

La figure 5 ci-dessous met l'accent sur le niveau de sécurité perçu par les enquetés.

Figure 5. Niveau de sécurité perçu



Source : Enquête de terrain, Kinshasa, 2026)

L'enquête révèle que l'insécurité constitue une préoccupation majeure pour une part importante des habitants interrogés à Kinshasa. Les résultats montrent que **44 % des répondants déclarent avoir été personnellement victimes ou témoins d'un acte d'insécurité au cours des douze derniers mois**, tandis qu'une proportion significative indique connaître des proches ayant subi des actes similaires dans leur quartier.

Lorsqu'il est demandé aux enquêtés d'évaluer le niveau de sécurité de leur environnement, **42% considèrent que leur quartier est peu ou pas sécurisé**, alors qu'une proportion comparable estime que la sécurité demeure moyenne. Seule une minorité des répondants juge leur quartier réellement sûr.

Ces résultats traduisent une double réalité : d'une part, l'existence d'actes d'insécurité concrets affectant les populations, et d'autre part, la diffusion d'un **sentiment d'insécurité**, parfois plus large que l'expérience directe de la violence.

Les données indiquent que l'insécurité à Kinshasa dépasse le cadre des incidents isolés et influence désormais les comportements quotidiens des habitants. Dans plusieurs quartiers, les

populations adaptent leurs habitudes, limitant leurs déplacements nocturnes, évitant certains axes ou espaces publics, ou recourant à des formes privées de protection.

Des recherches récentes soulignent que, dans les métropoles africaines, **le sentiment d'insécurité joue un rôle aussi important que la criminalité réelle dans la transformation des pratiques urbaines**, conduisant à une privatisation progressive de la sécurité et à un retrait de la vie collective (De Boeck & Baloji, 2022). Trefon (2023) observe également que la perception d'un affaiblissement de l'autorité publique dans certains quartiers favorise l'émergence de mécanismes locaux d'autoprotection, parfois informels.

Par ailleurs, les études sur la gouvernance urbaine en Afrique montrent que **l'insécurité prospère souvent dans les zones caractérisées par la précarité économique et le déficit d'infrastructures**, où la présence institutionnelle demeure limitée (UN-Habitat, 2022). Les résultats de l'enquête confirment cette corrélation dans le contexte kinois.

Ainsi, l'insécurité apparaît non seulement comme un phénomène criminel, mais aussi comme un facteur de transformation sociale affectant la confiance entre habitants et l'usage collectif de l'espace urbain.

2.4. Perception de l'action publique et solutions proposées par les habitants

L'évaluation de l'action des autorités publiques en matière de sécurité constitue un élément central pour comprendre la dynamique de l'insécurité urbaine à Kinshasa. Les résultats de l'enquête révèlent une perception globalement mitigée de l'efficacité des interventions publiques.

Une part importante des répondants estime que **les actions des autorités locales et des forces de sécurité restent insuffisantes pour garantir durablement la sécurité dans les quartiers**, tandis qu'une minorité considère que des efforts existent mais demeurent irréguliers ou mal coordonnés. Cette perception traduit un déficit de confiance envers les mécanismes institutionnels de protection dans certains espaces urbains.

Par ailleurs, l'enquête montre que les habitants ne se limitent pas à une critique de l'action publique, mais proposent également des pistes de solutions. Parmi les mesures les plus fréquemment suggérées figurent :

- Le renforcement de la présence policière dans les quartiers sensibles ;
- L'amélioration de l'éclairage public et des infrastructures urbaines ;
- La création d'emplois pour les jeunes, perçue comme un levier essentiel de réduction de la délinquance ;
- Le développement de comités locaux de sécurité associant autorités et populations ;
- Le renforcement des actions de prévention et d'encadrement de la jeunesse.

Ces propositions montrent que les habitants perçoivent l'insécurité non seulement comme un problème policier, mais également comme un phénomène lié aux conditions socio-économiques et à la gouvernance urbaine.

Les résultats rejoignent plusieurs analyses récentes soulignant que **les politiques exclusivement répressives produisent des effets limités lorsqu'elles ne sont pas accompagnées d'interventions sociales et économiques** dans les quartiers précaires. UN-Habitat (2022) souligne que la sécurité urbaine durable repose sur une combinaison de prévention sociale, d'aménagement urbain et de gouvernance participative.

Dans le contexte congolais, Trefon (2023) observe que les populations urbaines développent souvent des mécanismes locaux de sécurité en réponse à une présence institutionnelle jugée insuffisante. De même, Pieterse et Simone (2023) montrent que la participation communautaire constitue un facteur clé pour restaurer la confiance entre habitants et institutions dans les villes africaines en mutation rapide.

Les résultats de l'enquête suggèrent ainsi que les habitants de Kinshasa attendent une approche intégrée combinant **sécurité publique, amélioration des conditions de vie et inclusion socio-économique**, afin de réduire durablement l'insécurité urbaine.

3. Discussion

La présente étude visait à analyser l'interaction entre insécurité urbaine, précarité socio-économique et recomposition du lien social à Kinshasa à partir de données empiriques recueillies auprès des habitants. Les résultats obtenus confirment que ces dimensions ne peuvent être analysées séparément, mais constituent des phénomènes interdépendants qui structurent aujourd'hui l'expérience urbaine dans la capitale congolaise.

3.1. Urbanisation non planifiée et vulnérabilité sociale

Les résultats montrent qu'une majorité des répondants considère leur quartier comme faiblement aménagé et leurs conditions de vie insatisfaisantes. Cette perception rejoint les analyses récentes soulignant que la croissance rapide des villes africaines s'effectue souvent sans accompagnement suffisant en infrastructures et services urbains, entraînant la formation de zones vulnérables socialement et économiquement (UN-Habitat, 2022).

Dans le cas de Kinshasa, l'expansion urbaine s'accompagne d'un accès inégal aux services de base, ce qui contribue à renforcer les disparités socio-spatiales. Pieterse et Simone (2023) montrent que ces inégalités urbaines créent des espaces où l'autorité publique demeure limitée, favorisant l'émergence de pratiques informelles de régulation sociale et économique. Les résultats de l'enquête confirment que les difficultés d'aménagement urbain constituent un facteur indirect favorisant la montée de l'insécurité.

Les résultats de notre enquête montrant que l'urbanisation peu planifiée et la précarité socio-économique contribuent à l'insécurité dans les quartiers étudiés s'inscrivent dans une tendance observée dans plusieurs villes du Sud global. En effet, les recherches récentes soulignent que la croissance urbaine rapide, particulièrement dans les villes africaines, s'accompagne souvent d'un déficit d'infrastructures, d'une extension des quartiers informels et d'une augmentation des vulnérabilités sociales susceptibles d'alimenter l'insécurité urbaine (Eyita-Okon, 2022 ; Khaliji & Ghalehteimouri, 2024). Ces travaux montrent notamment que l'arrivée massive de populations mal intégrées dans les métropoles peut accentuer la pression sur les services urbains et créer des zones particulièrement exposées aux risques sociaux et sécuritaires.

3.2. Insécurité urbaine et transformation des pratiques sociales

Les données révèlent qu'une proportion importante des habitants a été confrontée directement ou indirectement à des actes d'insécurité, tandis qu'une part significative juge son quartier peu sécurisé. Ces résultats s'inscrivent dans une tendance observée dans plusieurs métropoles africaines où la criminalité urbaine et le sentiment d'insécurité transforment les pratiques sociales et les mobilités quotidiennes (De Boeck & Baloji, 2022).

Trefon (2023) souligne que, dans le contexte kinois, l'insécurité conduit souvent les populations à limiter leurs déplacements, à éviter certains espaces publics et à recourir à des dispositifs privés de protection. Les résultats de l'étude confirment que la peur de l'insécurité influence la manière dont les habitants utilisent l'espace urbain et interagissent avec leur environnement social.

Les données recueillies dans notre étude indiquent également que l'insécurité influence les relations sociales dans les quartiers, notamment par la méfiance et la réduction des interactions sociales. Cette observation rejoint les conclusions de Sakketa (2025), qui montre que l'urbanisation rapide peut être associée à une baisse de la confiance sociale et de la coopération communautaire, deux dimensions fondamentales de la cohésion sociale dans les villes africaines.

Ainsi, l'insécurité agit non seulement comme un phénomène criminel, mais aussi comme un facteur de modification durable des comportements sociaux et urbains.

3.3. Fragilisation et recomposition du lien social

L'étude montre que la solidarité communautaire demeure présente mais fragilisée dans plusieurs quartiers. Cette situation illustre un double mouvement : d'une part, la précarité économique limite la capacité des ménages à soutenir durablement leur entourage ; d'autre part, de nouvelles formes de coopération émergent pour faire face aux risques quotidiens.

Les travaux récents sur les villes africaines montrent que, dans des contextes de crise urbaine, les habitants développent souvent des mécanismes locaux d'entraide et de protection lorsque les dispositifs institutionnels apparaissent insuffisants (Pieterse & Simone, 2023). De Boeck et Baloji (2022) soulignent que les populations urbaines africaines font preuve d'une grande capacité d'adaptation sociale face aux incertitudes économiques et sécuritaires.

Les résultats de l'enquête confirment cette dynamique à Kinshasa, où une proportion importante d'habitants se dit prête à participer à des initiatives communautaires de sécurité. L'insécurité apparaît ainsi comme un facteur de recomposition, plutôt que de disparition, du lien social.

3.4. Gouvernance urbaine et attentes des populations

Les habitants interrogés expriment une perception mitigée de l'action publique en matière de sécurité et mettent en avant des solutions combinant amélioration des infrastructures urbaines, création d'emplois et renforcement de la présence sécuritaire.

Ces attentes rejoignent les conclusions de UN-Habitat (2022), qui insiste sur la nécessité d'adopter des politiques intégrées associant prévention sociale, planification urbaine et participation communautaire pour assurer une sécurité urbaine durable. De même, la Banque mondiale (2023) souligne que la réduction de la pauvreté et l'insertion des jeunes dans l'économie urbaine constituent des leviers essentiels pour diminuer la criminalité.

Ainsi, les résultats suggèrent que les réponses purement répressives apparaissent insuffisantes face aux causes structurelles de l'insécurité urbaine à Kinshasa.

3.5. Apports et limites de l'étude

L'étude apporte une contribution empirique récente sur les dynamiques d'insécurité et de cohésion sociale à Kinshasa à partir de données collectées directement auprès des habitants. Elle met en évidence l'importance d'analyser conjointement urbanisation, précarité et sécurité urbaine.

Les résultats de l'étude mettent en évidence le rôle du chômage des jeunes et de la marginalisation socio-économique dans la montée de l'insécurité rejoignant ainsi les analyses récentes sur les villes africaines. Plusieurs travaux montrent que l'exclusion économique et le manque d'opportunités pour les jeunes peuvent favoriser l'implication dans les réseaux criminels ou les activités informelles illégales (Mwangi, 2024 ; Sampaio, 2024).

Cependant, certaines limites doivent être soulignées. L'échantillon, bien que diversifié, reste limité en taille et repose sur une méthode d'échantillonnage non probabiliste, ce qui ne permet

pas une généralisation statistique stricte des résultats à l'ensemble de la ville. De futures recherches pourraient élargir l'enquête à davantage de communes et intégrer une analyse comparative entre zones urbaines

4. Perspectives

4.1. Renforcer la participation communautaire à la sécurité locale

Les habitants proposent des mécanismes simples mais potentiellement efficaces pour améliorer la sécurité quotidienne, notamment :

- Encourager chaque ménage à éclairer le devant de sa parcelle, afin de réduire les zones obscures favorisant les agressions nocturnes ;
- Développer des mécanismes de solidarité de voisinage, permettant d'intervenir collectivement en cas d'agression ;
- Impliquer davantage les **jeunes du quartier dans des dispositifs locaux de sécurisation communautaire**, sous supervision des autorités locales.

Ces propositions rejoignent les analyses de UN-Habitat (2022), selon lesquelles la participation citoyenne et la vigilance communautaire constituent des leviers essentiels de prévention de la criminalité urbaine.

4.2. Renforcer les capacités opérationnelles de la police

Les répondants suggèrent également la création d'une **unité spéciale de police mieux équipée, formée et moralement encadrée**, capable d'intervenir rapidement dans les quartiers sensibles. Ils préconisent également :

- L'intensification des patrouilles nocturnes permanentes ;
- Une meilleure obligation d'intervention rapide des unités situées à proximité des lieux de crime ;
- Le vote d'une loi sur la responsabilisation accrue des unités spéciales de police défaillantes.

Ces attentes confirment les travaux récents indiquant que la sécurité urbaine nécessite une police de proximité efficace, professionnelle et présente dans les espaces vulnérables (Banque mondiale, 2023).

4.3. Réformer l'aménagement urbain pour réduire les zones d'insécurité

Les propositions recueillies soulignent aussi l'importance d'une action structurelle sur l'environnement urbain, notamment :

- Asphaltage et amélioration des avenues ;
- Amélioration du drainage des eaux pluviales ;
- Éclairage public ;
- Relocalisation des habitations situées dans des zones à risque ;
- Développement de logements sociaux.

Les propositions formulées par les habitants concernant l'éclairage public, l'aménagement des espaces et la présence institutionnelle confirment l'importance de l'environnement urbain dans la perception et la réalité de la sécurité. Des recherches récentes indiquent que la qualité des

espaces publics et des infrastructures urbaines peut renforcer la sécurité perçue et favoriser les interactions sociales positives dans les quartiers (Jennings & Bamkole, 2024 ; UN-Habitat, 2025).

Ces mesures rejoignent les conclusions des études urbaines montrant que **l'amélioration du cadre physique réduit directement les opportunités criminelles** (UN-Habitat, 2022).

4.4. Améliorer la gestion de l'assainissement urbain

Les enquêtés insistent aussi sur :

1. L'évacuation régulière des immondices ;
2. L'éducation civique sur la propreté urbaine ;
3. La redynamisation de la police d'hygiène publique et salubrité.

Les recherches récentes soulignent que l'insalubrité urbaine contribue à la dégradation de l'environnement social et au développement de zones propices à la criminalité (Pieterse & Simone, 2023).

4.5. Vers une approche intégrée de la sécurité urbaine

Les résultats de l'étude montrent que la sécurité durable à Kinshasa dépend d'une approche intégrée combinant :

- Aménagement urbain ;
- Inclusion socio-économique ;
- Gouvernance participative ;
- Professionnalisation des forces de sécurité ;
- Et participation communautaire.

La recomposition actuelle du lien social à Kinshasa indique que, malgré la crise, la population demeure prête à s'engager dans des solutions collectives si les autorités accompagnent ces initiatives.

En définitive, la crise urbaine kinoise peut devenir une opportunité pour repenser les politiques urbaines autour d'une sécurité inclusive associant État et communautés locales.

Conclusion

La présente étude montre que la crise urbaine que connaît Kinshasa dépasse la seule question de l'insécurité et s'inscrit dans une combinaison de facteurs incluant urbanisation non planifiée, précarité socio-économique persistante et transformation progressive des mécanismes traditionnels de solidarité. L'insécurité apparaît ainsi à la fois comme une conséquence des fragilités urbaines et comme un facteur aggravant de la dégradation du lien social.

Les habitants interrogés associent clairement la montée de la violence urbaine aux difficultés économiques, à la faiblesse des infrastructures publiques et à une présence institutionnelle jugée insuffisante dans certains quartiers. Toutefois, l'étude révèle également que les populations locales proposent elles-mêmes des solutions concrètes, montrant que la réponse à la crise sécuritaire doit combiner action publique et participation communautaire.

Les recommandations énumérées ci-dessus, issues à la fois de l'analyse scientifique et des propositions formulées par les populations enquêtées, peuvent orienter l'action publique à court et moyen terme.

Références bibliographiques

Banque mondiale. (2023). *Democratic Republic of Congo Economic Update: Leveraging Urbanization for Inclusive Growth.* Washington, DC: World Bank.

Banque mondiale. (2024). *Urban fragility and violence prevention in African cities.* Washington, DC: World Bank Group.

De Boeck, F., & Baloji, S. (2022). *Suturing the city: Living together in Congo's urban worlds.* Berlin : Autograph ABP.

Enquête de terrain. (2026). *Insécurité urbaine, conditions de vie et cohésion sociale à Kinshasa : enquête auprès de 200 habitants.* Kinshasa : Auteur.

Fox, S., & Goodfellow, T. (2022). Cities and development in Africa: Futures of urban governance. *Urban Studies, 59*(8), 1561–1577.

Pieterse, E., & Simone, A. (2023). *New urban worlds: Inhabiting dissonant times.* Cambridge: Polity Press.

Simone, A. (2022). Improvised lives and urban futures in African cities. *International Journal of Urban and Regional Research, 46*(6), 1023–1038.

Trefon, T. (2023). Urban governance and everyday survival in Kinshasa. In T. Trefon (Ed.), *Congo's urban worlds and the politics of survival* (pp. 45–67). London: Zed Books.

UN-Habitat. (2022). *World cities report 2022: Envisaging the future of cities.* Nairobi: United Nations Human Settlements Programme.

Simone, A. (2022). Improvised lives and urban futures in African cities. *International Journal of Urban and Regional Research, 46*(6), 1023–1038.

UN-Habitat. (2022). *World cities report 2022 : Envisaging the future of cities*. Nairobi : United Nations Human Settlements Programme.